

Références dossier :

DD/MMA – 21 septembre 2020 – 480614  
TRIBUNAL JUDICIAIRE DE GRENOBLE - Référé  
Rôle n° : **20/02050**  
Audience du 23.09.20 à 8h45

## CONCLUSIONS

**POUR :**

**La société d'économie mixte des transports publics de l'agglomération grenobloise (SEMITAG)**, société anonyme d'économie mixte immatriculée au RCS de Grenoble sous le n°301 503 231, dont le siège social est sis 15, rue Salvador Allende à 38130 ECHIROLLES, agissant par son représentant légal domicilié en cette qualité audit siège.

*DEFENDERESSE, ayant pour Avocat*

**La SELARL CDMF-AVOCATS**  
Maître Denis DREYFUS

**CONTRE :**

**1°) La société KLEPIERRE ECHIROLLES**, SNC immatriculée au RCS de Paris sous le n°441 219 599, dont le siège est sis 26, boulevard des Capucines à 75009 PARIS.

*DEMANDERESSE, ayant pour Avocat*

**ADDEN AVOCATS**  
Maître Nicolas NAHMIAS

**2°) La société ORANGE**

**3°) La société SFR**

**4°) La société ENEDIS**

**5°) La société LES EAUX DE GRENOBLE**

**6°) La compagnie de chauffage intercommunale de l'agglomération Grenobloise (CCIAG)**

**7°) La société DAUPHINE ISOLATION ENVIRONNEMENT**

**8°) La société BAJAT DECONSTRUCTION,**

**9°) La société TECHNI3D**

**10°) La société L35 ARCHITECTES**

**11°) La société BETEM LANGUEDOC ROUSSILLON**

**12°) La société SCYNA 4**

**13°) La société ARCORA**

**14°) La société IBSE INGENIERIE**

**15°) La société Mi2S INGENIERIE**

**16°) La société SXD**

*AUTRES DEFENDERESSES*

---

**PLAISE AU JUGE DES REFERES**

---

Par exploit en date du 1<sup>er</sup> septembre 2020, la société KLEPIERRE, spécialisée dans l'immobilier commercial et, plus particulièrement, la construction et la gestion de grands centres commerciaux, a fait délivrer une assignation à la société SEMITAG aux fins de solliciter l'extension à son contradictoire de la mission d'expertise confiée à Monsieur Jean-François BENOIT.

La société KLEPIERRE indique être propriétaire, à travers deux filiales, de l'actuel centre commercial GRAND PLACE, situé 55, Grand Place à 38000 GRENOBLE.

Elle a lancé un programme de rénovation et d'extension de l'actuel centre commercial, afin de le moderniser.

Ce projet implique la réalisation, sur une zone étendue, de travaux sous maîtrise d'ouvrage publique (démolition d'un autopont puis aménagements routiers).

La société KLEPIERRE intervient en qualité de maître d'ouvrage de l'opération relative à une des zones concernées par les travaux, consistant en la démolition des bâtiments actuels et la reconstruction d'un nouveau bâtiment en extension de l'actuel centre commercial.

Ce projet d'extension du centre commercial a pour objet :

- la démolition de l'actuelle galerie d'ECHIROLLES, après avoir procédé préalablement aux travaux de désamiantage, dont une partie se situe à la jonction avec le centre commercial accueillant un hypermarché Carrefour,

- la démolition de la jonction avec le centre commercial GRAND PLACE, objet de la rénovation, la séparation se faisant au niveau d'un joint de dilatation existant entre les deux ouvrages,
- la construction d'un bâtiment de deux niveaux connectés au bâtiment GRAND PLACE pour un total d'environ 20.000 m<sup>2</sup> de plancher,
- l'aménagement d'un parc de stationnement d'environ 80 places dédié aux mobilités douces.

Par une ordonnance en date du 6 mai 2020, faisant suite à une assignation de la société KLEPIERRE en date du 17 février 2020, le Juge des référés a ordonné une expertise judiciaire au contradictoire de diverses personnes morales, afin de pouvoir conserver et établir, avant tout procès, la preuve de faits dont pourrait par la suite dépendre la solution d'un éventuel litige consécutif aux opérations de désamiantage et de déconstruction.

Aussi, par assignation en date du 1<sup>er</sup> septembre 2020, la société KLEPIERRE a estimé qu'il paraissait également nécessaire de rendre communes à l'ensemble des concessionnaires de réseaux (dont la société SEMITAG), les opérations d'expertise.

Ainsi, avec l'accord de l'expert judiciaire BENOIT, elle a sollicité l'extension de la mission d'expertise, notamment au contradictoire de la société SEMITAG, qui assure la gestion de divers ouvrages publics situés à GRAND PLACE, en application des articles 9-2 et 21 de la convention d'occupation du domaine public du 5 juin 1989 (**pièce n°1**).

Il sera donné acte à la société SEMITAG de ce qu'elle ne s'oppose pas à cette demande d'extension, et entend simplement former les protestations et réserves d'usage.

## **PAR CES MOTIFS**

**Vu l'article 145 du C.P.C,**

**DONNER ACTE** à la société SEMITAG de ce qu'elle ne s'oppose pas à la demande d'extension de la mesure d'expertise judiciaire confiée à Monsieur Jean-François BENOIT, mais entend simplement formuler toutes protestations et réserves.

**RESERVER** les dépens.

## **SOUS TOUTES RESERVES**

### **Pièce produite à l'appui des présentes écritures :**

**Pièce n°01 :** convention d'occupation du domaine public du 05.06.89